

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### CONTRE LES ORDONNANCES GOUVERNEMENTALES, UNE SEULE RÉPONSE: LA LUTTE DE CLASSE !

«ÉTRANGE APATHIE SYNDICALE»...

C'est sous ce titre qu'une éditorialiste du *Monde* jugeait le premier septembre les réactions des syndicats aux ordonnances du gouvernement, alors que d'autres journaux avaient parlé du «*climat étrangement feutré*» dans lequel s'engageait les concertations de l'été (1). Bien entendu ce quotidien connaît parfaitement les raisons de l'attitude des appareils syndicaux: ce ne sont pas des organisations de lutte de classe, mais des organisations fières de se proclamer «*partenaires sociaux*», au même titre que le patronat.

Les Confédérations syndicales ont donc participé sans état d'âme aux consultations organisées tout l'été par le gouvernement pour préparer ses ordonnances; personne ne pouvait ignorer leur but, puisqu'il avait été annoncé à l'avance: aller plus loin dans les attaques anti-ouvrières que la loi El Khomry. Les médias ont noté que FO qui, lors de la mobilisation contre cette loi, avait joué au syndicat combatif, se félicite maintenant des avancées qu'il aurait obtenues au cours de ces négociations, alors que la CFDT qui avait soutenu la loi, s'est dite «*déçue*» par les ordonnances où elle voit «*une occasion manquée*». Manquée pour qui? Pas pour le patronat en tout cas qui se félicite des ordonnances par la voix du MEDEF, de la Confédération des PME et de l'U2P (organisations des artisans, commerçants et professions libérales).

Mais, nous dira-t-on, la CGT n'a-t-elle pas affirmé haut et fort par la voix de Martinez son hostilité aux ordonnances? En tout cas cela ne l'a pas empêchée de participer assidument aux négociations de cet été et même d'y apporter ses contributions: selon son communiqué du 31 août, lors de ces négociations, «*la CGT a fourni 14 pages de propositions pour que notre pays engage de réelles réformes*». Voilà qui ne ressemble pas un langage de lutte résolu de la part d'une organisation qui promettait il n'y a encore pas si longtemps de continuer sans trêve le combat contre la loi El Khomry! Le premier ministre a d'ailleurs déclaré qu'il prenait en compte les propositions de la CGT, ce qui lui a valu un démenti de Martinez: il est vrai que ces choses-là ne se disent pas en public (2)...

Dans ce même communiqué publié après la publication des ordonnances, où la CGT appelle à une journée «*de grèves et manifestations*» le 12 septembre, elle se garde bien de donner le moindre mot d'ordre clair qui pourrait servir d'axe pour engager une lutte véritable (comme le retrait des ordonnances, etc.), mais parle d'«*informer les salariés*», d'«*engager le débat avec eux pour d'autres propositions*» afin de «*gagner des réformes de progrès social*».

Mais le problème est que les seules **réformes** qu'accepte aujourd'hui le capitalisme (dont Macron n'est qu'un porte-parole) sont des **contre-réformes** qui accroissent l'exploitation des travailleurs, augmentent leur insécurité, diminuent le salaire réel en s'attaquant aux prestations sociales et aux pensions qui en sont partie intégrante. Ce n'est pas à cause de la méchanceté aujourd'hui d'un Macron ou d'un Gattaz, hier d'un Valls et d'un Hollande, mais à cause des lois de fonctionnement du capitalisme qui ne connaît pas d'autre moyen pour sortir de ses crises répétées. Il ne s'agit donc

pas de faire d'autres propositions (à qui, sinon au gouvernement et aux patrons?), mais de se préparer à une lutte réelle, à une lutte sérieuse et d'ampleur. Macron l'a dit lui-même avec toute la morgue d'un dirigeant bourgeois: il sera d'une «*détermination absolue, il ne cédera rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes*». Les seuls cyniques et fainéants sont les **bourgeois parasites**, qui vivent du travail des prolétaires. Contre eux il faudra se montrer d'une détermination au moins égale pour résister à leurs attaques avant de pouvoir éliminer ces malfaisants.

## ***POUR LA LUTTE PROLÉTARIENNE DE CLASSE!***

Les prolétaires ont potentiellement la force nécessaire pour cela car ils peuvent paralyser l'économie qui ne vit que de leur travail. Mais cette force gigantesque ne peut se concrétiser que dans la **lutte ouverte**, sur le terrain de l'**affrontement ouvert entre les classes** – et non dans des négociations bien gentilles entre «partenaires sociaux»: les exploités et les exploités, les prolétaires et les bourgeois ne sont pas des partenaires, ils sont des **ennemis de classe!** Les capitalistes mènent en permanence la lutte contre les travailleurs, mais en prenant bien soin de les paralyser, de les anesthésier et de les diviser de différentes manières – et surtout grâce à l'action irremplaçable des organisations politiques et syndicales réformistes qui détournent et sabotent toutes les luttes. Il est indispensable de tirer le bilan de l'échec de la lutte contre la loi El Khomry si l'on ne veut pas retomber dans les mêmes travers.

Ce bilan est simple: sans une **véritable lutte de classe** sur des objectifs clairs, sans le recours aux méthodes et aux moyens classistes – ce qui signifie le recours à la grève sans limitation de durée et dépassant les limites d'entreprise et de corporation, sans son organisation et sa prise en main par les travailleurs eux-mêmes (avec comités de grève, piquets, occupations, etc.), tout mouvement est condamné à l'échec, surtout quand il se limite à des journées rituelles de loin en loin et des manifestations-processions.

La lutte contre les ordonnances gouvernementales actuelles et contre les attaques futures qui sont déjà annoncées, implique de rompre avec les méthodes de la collaboration entre les classes du réformisme politique et syndical qui ne conduisent qu'à l'échec.

**Non aux ordonnances gouvernementales et à toutes les attaques anti-ouvrières!  
Pour le retour à la lutte et à l'organisation indépendante de classe!  
Pour la révolution prolétarienne internationale!**

**parti communiste international**

- Imp. Spé. - 10/9/17 supplément au Prolétaire n° 525

(1) *Le Parisien Libéré*, 26/6/17. Pour expliquer ce climat, le journal citait des sources anonymes «*autour du chef de l'Etat*» affirmant que l'exécutif avait «*laissé planer la menace d'une loi de moralisation étendue à la vie syndicale*» ce qui aurait entraîné une «*remise en cause de certains financements accordés aux confédérations syndicales depuis la loi Rebsamen de 2014*» au cas où les syndicats n'auraient pas été coopératifs. Quoi qu'il en soit, le fait que le financement des organisations syndicales provient pour sa plus grande partie de sources étatiques et patronales ne peut pas ne pas avoir des conséquences sur leur comportement.

(2) Selon le *Journal du Dimanche* du 10/9/17, des «*réunions secrètes*» de la CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC ont eu lieu au cours de l'été pour rédiger un document intitulé «*lignes rouges et propositions d'ajouts communs aux 5 confédérations*» à destination de l'Élysée, de Matignon et du ministère du Travail.

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian